



RÉALISER LE POTENTIEL D'INVESTISSEMENTS RENTABLES EN AFRIQUE
Séminaire de haut niveau organisé par l'Institut du FMI en coopération avec l'Institut
multilatéral d'Afrique
TUNIS, TUNISIE, 28 FÉVRIER – 1ER MARS 2006

La structure incitative des systèmes fiscaux en Afrique

Jean-François Rughashyankiko
Économiste, Institut du FMI

Présenté au séminaire de haut niveau sur la réalisation du potentiel d'investissement rentable en Afrique

Organisé par l'Institut du FMI en coopération avec l'Institut multilatéral d'Afrique
Tunis, Tunisie, 28 février – 1er mars 2006

Les opinions exprimées dans ce document sont uniquement celles des auteurs. Le fait qu'elles soient reprises directement ou par hyperliens sur le site Internet du FMI n'implique en aucun cas que le FMI, le Conseil d'administration du FMI ou la direction du FMI les approuvent ou les partagent.

Réaliser le potentiel d'investissements rentables en Afrique
séminaire de haut niveau
Tunis, Tunisie, 28 février – 1er mars 2006

La structure incitative des systèmes fiscaux en Afrique basé sur un papier de Ruhashyankiko and Stern (2006)

présenté par Jean-Francois Ruhashyankiko

Les vues exprimées dans cette présentation sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées au Fond monétaire international ou à la Banque mondiale, leurs Conseils d'administrations, ou leurs managements.

Anecdote sur la globalisation

- Histoire des Etats-Unis d'environ 1600 jusqu'à la première guerre mondiale:
 - Près de 300 ans de déficits courants; $CA = S - I < 0$
 - Supporté par des entrées massives de population et de capitaux provenant d'Europe, d'Afrique, et d'Asie
 - « La plupart des investissements dans les canaux, les chemins de fer et l'industrie aux Etats-Unis étaient financés par des étrangers » (Entin, 2004, p.17)
- La solution pour remplacer les déficits par des surplus? Importer de l'or (qui n'était pas comptabilisé comme importation à l'époque...)
- La globalisation n'est pas nouvelle mais les choses ont changé; quelles sont les solutions actuelles?
 - L'aide étrangère
 - Attirer des investissements étrangers (directs ou de portefeuille)
 - Mobiliser l'épargne intérieure et l'affecter à des investissements productifs

} Systèmes fiscaux
pourraient être
utiles

Réformes des systèmes fiscaux en Afrique

- Les systèmes fiscaux coloniaux sont resté pratiquement inchangés jusqu'aux crises fiscales des années 1980 en Afrique
- Les décennies suivantes ont enregistré de nombreuses réformes:
 - Introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
 - Allégement et élargissement des impôts sur les revenus
 - Simplification des tranches d'imposition
 - Révision des droit d'accises
 - Réductions des droits à l'importation
 - Eliminations des taxes à l'exportation
- Des réformes identiques à celles recommandées pour les pays industrialisés... en dépit de différences importantes de climat d'investissement et de conditions économiques, sans parler de différences culturelles et sociales

Résultat des réformes récentes: Succès

- Niveau d'imposition actuel: 38 pourcent du PIB dans les pays industrialisés contre 20 pourcent (en moyenne) en Afrique
- Toutefois, le niveau d'imposition actuel est bien supérieur à celui des pays industrialisés lorsqu'ils avaient le même revenu par habitant
- De plus, 20 pourcent du PIB avec une part du secteur informel et de subsistance de 50 pourcent représente un taux d'imposition de 40 pourcent!
- Comment ceci a-t-il pu être réalisé?
- Particulièrement étant donné les conditions locales difficiles marquées par:
 - Une pauvreté répandue
 - Des secteurs informels importants (et grandissants)
 - Des capacités limitées dans l'organisation administrative

Succès douloureux

- 1a. Les impôts sont parmi les principaux obstacles à l'investissement
- 1b. Les impôts créent des distorsions sur les investissements productifs

- 2a. Applications forcées des lois fiscales par des administrations corrompues
- 2b. Pertes d'efficacité due à des administrations fiscales inefficaces

- 3a. Les impôts créent des fardeaux/distorsions pour les entreprises formelles
- 3b. Les impôts créent des fardeaux/distorsions pour les petites entreprises

Aperçu du problème fondamental:

Les systèmes fiscaux sont élaborés à des fins de collecte de revenus à court-terme plutôt que des objectifs de développement à long-terme

1a. Principaux obstacles à l'investissement

Les sondages sur les climats d'investissement comprennent 18 obstacles potentiels à l'investissement; les impôts et les administrations fiscales sont toujours parmi les principaux obstacles, particulièrement (mais pas uniquement) en Afrique...

	Principal obstacle (pourcentage)	Parmi les trois principaux obstacles (pourcentage)	Parmi les cinq principaux obstacles (pourcentage)
Tous les pays	18	56	82
Afrique sub-saharienne	33	67	83
Europe de l'Est et Asie Centrale	14	62	86
Amérique latine	50	50	50
Asie	14	29	71

Source originale: Tableau 5.1 p. 107 du *Rapport sur le développement mondial* (2005).

Source: Tableau 7 de Ruhashyankiko et Stern (2006).

1b. Distorsions sur les investissements productifs

Après avoir isolé les facteurs non fiscaux de la croissance économique, les niveaux élevés d'imposition et particulièrement les droits de douanes pénalisent la croissance économique

Variable dépendante: Croissance du PIB réel	Coef.	Err. Std.	P> t
Constante	24.64	2.60	0.000
Niveau ajusté d'impôts	-7.72	0.89	0.000
Droits de douane	-2.03	0.72	0.005
Impôts sur le revenu	-0.12	0.11	0.249
Impôts sur la consommation	-0.32	0.10	0.002

R-carre intra = 0.43
 Nombre d'observations = 586
 Nombre de pays = 43

Source: Tableau 3 de Ruhashyankiko et Stern (2006).

Variable dépendante: Croissance du PIB réel	Coef.	Err. Std.	P> t
Constante	23.04	2.48	0.000
Niveau ajusté d'impôts	-7.37	0.88	0.000
Droits de douane	-2.49	0.70	0.000

R-carre intra = 0.42
 Nombre d'observations = 586
 Nombre de pays = 43

Source: Tableau 3 de Ruhashyankiko et Stern (2006).

Les réductions de droits de douane compensées par des augmentations des impôts sur la consommation *semblent* pénaliser la croissance économique...

2a. Administrations fiscales corrompues

Les augmentations des impôts sur la consommation pénalisent la croissance lorsqu'elles sont collectées par des administrations corrompues

Variable dépendante: Croissance du PIB réel	Coef.	Err. Std.	P> t	Variable dépendante: Croissance du PIB réel	Coef.	Std. Err.	P> t
Constante	14.41	2.60	0.000	Constante	14.10	2.60	0.000
Niveau ajusté d'impôts	-7.18	0.89	0.000	Niveau ajusté d'impôts	-7.22	0.89	0.000
Droits de douane	-2.32	0.72	0.006	Droits de douane	-1.56	0.72	0.016
Impôts sur le revenu	-0.02	0.13	0.867	Impôts sur le revenu	-0.08	0.13	0.557
Impôts sur la consommation	-0.32	0.14	0.021	Impôts sur la consommation	-0.16	0.15	0.296
				Impôts sur la cons. x Corruption	-0.04	0.02	0.014
R-carre intra = 0.48				R-carre intra = 0.49			
Nombre d'observations = 345				Nombre d'observations = 345			
Nombre de pays = 29				Nombre de pays = 29			
Source: Tableau 6 de Ruhashyankiko et Stern (2006).				Source: Tableau 6 de Ruhashyankiko et Stern (2006).			

2b. Administrations fiscales inefficaces

Une manière de mesurer l'efficacité des administrations fiscales est à partir du ratio de revenu de TVA sur la consommation privée

Les administrations fiscales africaines *semblent* moins efficaces...

Mais elles ne sont pas nécessairement moins efficaces comparé aux autres pays en développement lorsque l'on *contrôle*:

- Le niveau d'alphabétisation des contribuables
- Le degré de corruption

Variable dépendante : Ratio du revenu de TVA et de la consommation privée agrégée

	Coef.	Err. Std.	P> t
Constante	0.38	0.47	0.417
Taux TVA légal	0.36	0.03	0.000
Variable indicative africaine	-0.77	0.32	0.016

R-carré ajusté = 0.12
 Nombre d'observations = 330
 Nombre de pays = 29

Variable dépendante : Ratio du revenu de TVA et de la consommation privée agrégée

	Coef.	Err. Std.	P> t
Constante	-1.56	1.95	0.424
Taux TVA légal	0.26	0.05	0.000
Revenu	0.10	0.07	0.166
Alphabétisation	0.08	0.01	0.000
Corruption	-0.06	0.01	0.000
Variable indicative africaine	0.87	0.55	0.118

R-carré ajusté = 0.27
 Nombre d'observations = 330
 Nombre de pays = 29

Source: Tableau 5 de Ruhashyankiko et Stern (2006).

3a. Fardeaux/distorsions pour les entreprises formelles

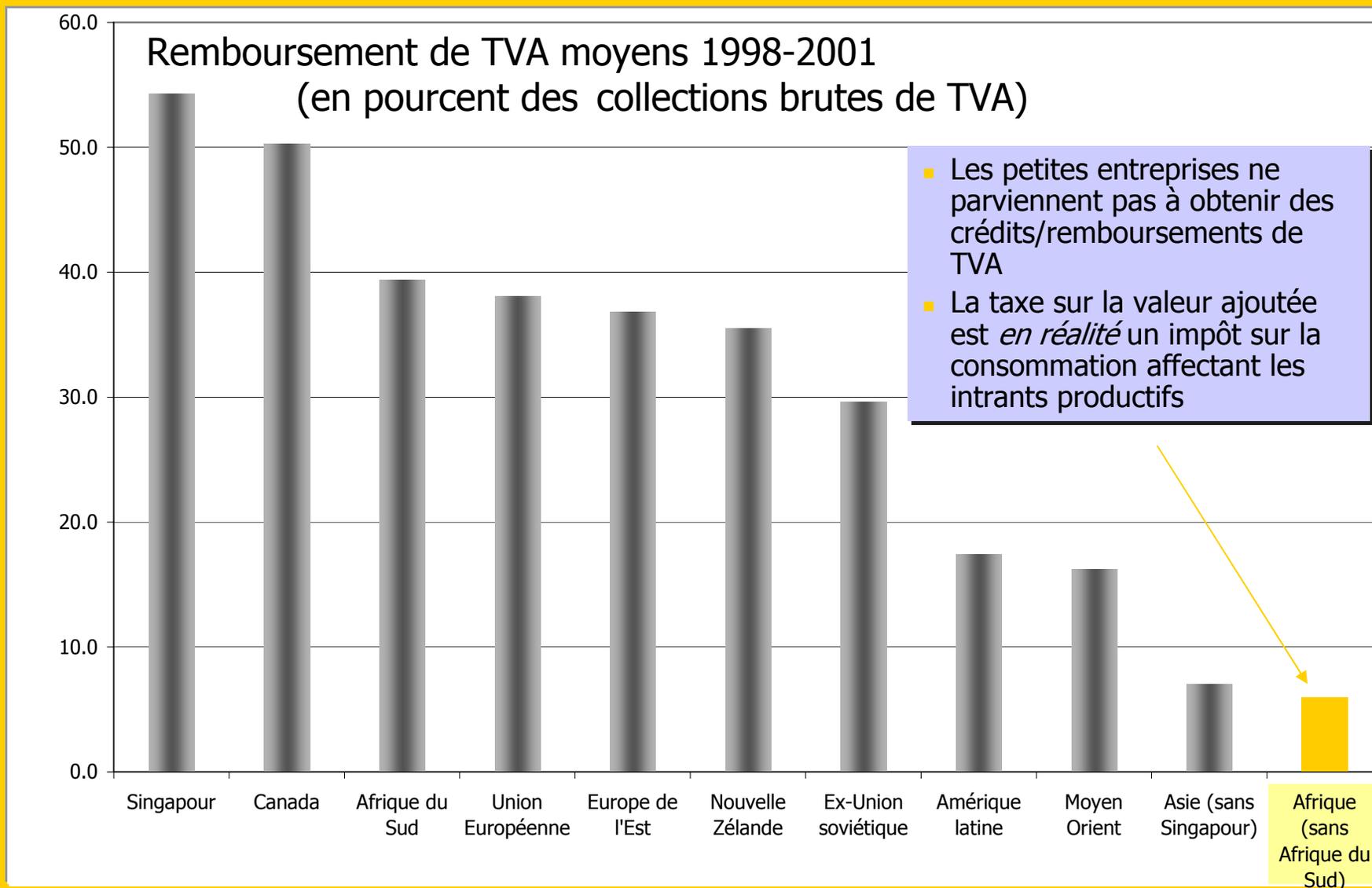
Taux d'impôts marginaux effectifs (TIME) (en pourcentage)		Afrique du Sud	Malawi	Rwanda	Tanzanie	Zimbabwe	Moyenne	Variance
Agriculture								
	Machines	22.6	17.3	11.9	30.3	6.6	17.7	84.9
	Bâtiments		-12.4	0.9	16.3	-46.5	-10.4	715.9
	Terrain	32.0	-2.2	4.5	8.7	-39.7	0.7	674.7
	Stocks	40.5	18.9	24.1	27.5	56.4	33.5	227.7
Tourisme								
	Machines	25.1	7.2	-11.1	-3.8	-2.4	3.0	195.1
	Bâtiments	29.8	-12.4	-1.3	20.5	-46.5	-2.0	901.6
	Terrain	32.0	-2.2	7.5	1.6	-39.7	-0.2	665.9
	Stocks	43.3	22.7	51.6	21.9	58.5	39.6	278.5
Manufacture								
	Machines	25.1	7.2	-11.1	3.8	-2.4	4.5	180.8
	Bâtiments	29.8	-12.4	-1.3	27.7	-46.5	-0.5	992.9
	Terrain	32.0	-2.2	7.5	1.6	-39.7	-0.2	665.9
	Stocks	43.3	18.9	49.2	21.9	56.4	37.9	279.0
Secteur financier								
	Machines	44.2	7.5	29.9	63.8	20.6	33.2	471.9
	Bâtiments	29.8	16.2	-0.9	17.4	-27.6	7.0	493.1
	Terrain	32.0	18.6	9.7	1.3	-39.7	4.4	736.5
	Stocks	40.5	43.9	59.5	21.7	56.4	44.4	225.7
	Moyenne	33.5	8.4	14.4	17.6	-4.7		
	Variance	51.0	237.9	493.0	271.0	1775.9		

Source originale: Etudes approfondies de Foreign Investment Advisory Service (FIAS) Société financière internationale / Group de la Banque mondiale
 Source: Tableau 8 de Ruhashyankiko et Stern (2006).

Les moyennes donnent un indication des fardeaux

Les variances donnent une indications des distorsions élevées

3b. Fardeaux/distorsions pour les petites entreprises



Problème fondamental

Le problème fondamental:

Les systèmes fiscaux sont élaborés à des fins de collecte de revenus à court-terme plutôt que des objectifs de développement à long-terme

Conséquence:

Les systèmes fiscaux africains souffrent d'un déficit de respect volontaire (le respect volontaire donne une indication de l'étendue du respect des lois et réglementations fiscales par les contribuables et, de manière plus importante, leurs inclinaisons à faire rapports exacts de leurs profits et déductions)

Les stratégies pour promouvoir le respect volontaire:

- A. Réorganiser l'administration fiscale
- B. Renforcer et supporter les entreprises formelles
- C. Etablir clairement l'objectif

A. Réorganiser l'administration fiscale

Approche par administrations d'impôt

TVA	Douanes et accises	Impôts de sociétés	Impôts des personnes

Approche fonctionnelle

Enregistrement
Comptabilité
Formation contribuables
Recettes
Audit
Appels

Approche contribuables

Unité des grands payeurs	Petites entreprises	Personnes physiques
--------------------------	---------------------	---------------------

Etat fiscal traditionnel

Etat fiscal moderne

- Réorganisation fonctionnelle
- Segmentation des contribuables
- Principe d'auto-évaluation

B. Renforcer et supporter les entreprises formelles

Systemes fiscaux africains

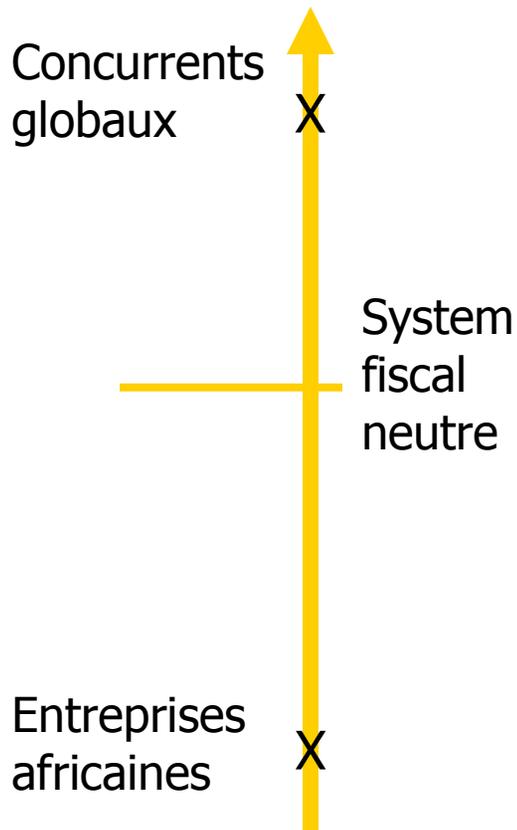
- Emprunté de l'extérieur
- Collecte fiscales à court terme
- Réprime les entreprises et empêche le respect volontaire
- Droits de douane et TVA
 - Base étroite
 - Perçue sur les biens et services
 - Régressif
- Impôts des entreprises distorsionnaires; gaspillage d'incitations fiscales inefficaces...
- Impôts forfaitaires distorsionnaires pour les petites entreprises
- Complexe (même après réforme)

Systeme fiscal uniforme pro-croissance

- Adapté aux conditions locales
- Supportant le développement à long terme
- Repose sur les entreprises pour les prélèvements à la source
- Impôts sur la consommation
 - Base étendue
 - Perçue sur les revenus des personnes et des sociétés
 - Progressif avec des déductions généreuses pour les pauvres et les petites entreprises
- Simple

C. Etablir clairement l'objectif

Objectif de long terme:
développement économique



Pour l'Etat fiscal moderne, les entreprises sont des sources de revenus imposables et d'information; les entreprises ont une fonction équivalente aux traditionnelles barrières douanières à la frontière

Les entreprises sont essentielles pour promouvoir les emplois formels, créer la croissance économique et réduire la pauvreté

En dernier ressort, la compétitivité des l'Afrique dans le nouveau monde global repose sur ses entreprises.